

Communication présentée le 14 décembre 2007, à Louvain-la-neuve, Belgique

*Nouveaux acteurs et changements techniques dans les groupements féminins au Burkina
Faso : le cas de la production de beurre de karité*

Les années 80 ont été marquées par un engouement certain pour le transfert de nouvelles technologies de production vers les femmes des pays du Sud. Les améliorations techniques apparaissent alors dans le discours et les pratiques du développement comme des moyens nécessaires pour permettre aux femmes d'accéder aux marchés internationaux et donc à la « modernité » (Piron, 1989). Au Burkina Faso, les stratégies d'innovations technologiques mises en œuvre à cette période ont concerné plus particulièrement la transformation du beurre de karité en tant qu'activité spécifiquement féminine dotée d'un fort potentiel économique sur les marchés occidentaux, notamment celui des industries agro-alimentaires (substitut au beurre de cacao, margarine, etc.) et cosmétiques (produits naturels, soins corporels, etc.).

Le *Vitellaria paradoxa* (C.F. Gaertn), ressource locale typique de la zone soudano-sahélienne, est en effet lié à une activité féminine saisonnière et rurale de transformation des fruits de l'arbre à karité en beurre, que l'on destine à la consommation alimentaire familiale et à la vente de proximité. Mais pour obtenir le soutien des institutions de développement qui leur permettent d'accéder aux nouveaux marchés, les productrices doivent obligatoirement s'organiser en groupements ou fédérations de groupements. Ces innovations institutionnelles, réglementaires et techniques, entraînent nécessairement des changements à plusieurs niveaux qui mettent en question d'une part les identités professionnelles de ces artisanes, d'autre part leur maîtrise de la « filière » reconfigurée par les coopérations prescrites.

Après avoir présenté le cadre dans lequel certains projets ont émergé, nous analyserons deux aspects des changements liés à la revalorisation marchande du karité : nous nous interrogerons dans un premier temps sur la place et le rôle des stratégies individuelles dans les dynamiques collectives des organisations de femmes et nous verrons ensuite comment les valeurs sociales conditionnent et interagissent les processus de changement technique.

Notre communication s'appuie sur les résultats d'enquêtes anthropologiques menées entre 2003 et 2006 au Burkina Faso dans quatre groupements de production de beurre de karité de Ouagadougou (Songtaaba Yalgre, Rasabswende, Kiswensida, AFD Buayaba)¹.

I. Libéralisation du marché du karité et développement : les enjeux de la reconnaissance économique du travail des femmes

La libéralisation et les politiques d'ajustement structurel imposées par les institutions de Bretton Woods au Burkina Faso depuis 1991, ont mis fortement l'accent sur les cultures d'exportation et notamment le coton. Or de nombreux travaux depuis ceux d'Ester Boserup (1970), ont montré que l'introduction de cultures marchandes et de nouvelles techniques de production bouleversent toujours les relations de complémentarité entre travail masculin et travail féminin en excluant généralement les femmes de ces innovations. Au Burkina Faso et dans beaucoup d'autres pays africains, les femmes n'ont guère accès aux mêmes moyens de production (terre, engrais, crédit, main d'œuvre) sinon par leurs époux ou pères, dans le champ des pratiques dites de « l'agriculture familiale ». Cette inégalité structurelle entre hommes et femmes est d'abord liée aux normes de genre propres à la société burkinabè qui n'accordent pas de pouvoir social aux femmes dans les hiérarchies du ménage, du groupe domestique, ou du groupe ethnique, qui leur permettrait d'accéder à la terre sur laquelle elles n'ont généralement qu'un droit d'usage² (Roberts, 2001). Cette inégalité est par ailleurs largement partagée par les acteurs des programmes de développement dont la vision occidentalo-centrée et les présupposés andro-centriques entretiennent l'invisibilité du travail productif féminin en ne considérant que leur rôle reproductif et domestique. Or les femmes, par leur travail non rémunéré, assurent la subsistance à partir de laquelle le travail rémunéré des hommes peut émerger et notamment celui qui est lié aux cultures d'exportation (Mies, 1986).

Pourtant lors de la Conférence Internationale des Nations Unies à Beijing (1995) l'égalité entre les femmes et les hommes est réaffirmée comme un droit fondamental (Bop, 1997), et l'Ambassadeur du Burkina Faso auprès des Nations Unies reconnaît que les femmes n'ont pas toujours été prises en compte dans les politiques du pays (Ouedraogo, 1995).

¹ Pour des raisons de confidentialité, nous avons changé le nom des personnes citées dans ce texte.

² Le statut matrimonial peut modifier ces droits, les femmes ménopausées auront ainsi davantage de droits fonciers.

Conformément aux discours soutenus par les institutions de développement, le gouvernement burkinabè va dès lors promouvoir l'indépendance économique des femmes par l'accès aux activités génératrices de revenus pour lutter contre la pauvreté et améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs enfants. Les fondements de ce projet politique de bien-être pour les femmes sont issus des premières approches « femmes et développement » inscrites dans les théories de la modernisation (Rostrow, 1963) – théories qui accréditent l'idée selon laquelle la croissance économique est un moyen privilégié du développement. Le précepte de la Banque Mondiale selon lequel « l'expérience mondiale montre clairement que le fait de donner un plus grand rôle aux femmes contribue à la croissance économique » (Rapport de la Banque mondiale, 1994) justifie et renforce ainsi cette stratégie de développement.

Les injonctions normatives des institutions de développement affirment donc la nécessité pour les femmes de travailler dans des activités génératrices de revenus, autrement dit de s'insérer dans la production commerciale, faisant l'hypothèse implicite que leur participation aux marchés n'était jusque là que partielle, ponctuelle ou nulle. Concrètement cela ne signifie pas qu'elles puissent avoir plus de contrôle sur leurs terres comme moyens de production par exemple. Les revenus attendus dans cette logique sont strictement monétaires et rattachés à des activités dont elles peuvent avoir la relative maîtrise, sans remettre en cause l'ordre normatif du contrôle des moyens de production. Comme le pouvoir d'achat des femmes du Sud est peu élevé, celles-ci doivent produire des biens susceptibles d'être vendus sur des marchés à fort pouvoir d'achat, c'est-à-dire localisés dans les grandes villes (du pays ou de pays occidentaux). Dans cette logique, les femmes ne produisent pas ce dont elles ont besoin mais ce que les autres peuvent acheter (Mies, 1986). Or, l'activité de production du beurre de karité s'inscrit parfaitement dans cette perspective économique du développement « passant par » les femmes.

Alors que l'Etat détenait le monopole des exportations de karité (noix et amandes) avec la création en 1964 de la CSPPA³, la mise en œuvre des PAS⁴ a entraîné sa liquidation et son ouverture à la libéralisation des marchés. De nombreux opérateurs se sont lancés dans le commerce des noix et des amandes en raison de la demande en augmentation constante des

³ Caisse de stabilisation des prix des produits agricoles.

⁴ Politiques d'ajustement structurel.

industries agroalimentaires⁵ qui absorbent 95 % des amandes commercialisées à l'échelle mondiale (Rantrua, 2004). Au Burkina Faso, les volumes d'exportation sont ainsi passés de 8 200 tonnes en 1999 à 36 950 tonnes en 2002 (Ministère du commerce, 2003)⁶. Les 5 % restant sont destinés au marché des cosmétiques dont la croissance actuelle augure elle aussi une augmentation de la demande internationale en amandes et surtout en beurre de karité⁷. En moins d'une dizaine d'années, le beurre de karité s'est doté d'une réputation de produit naturel recherché dans les cosmétiques « haut de gamme », contrastant ainsi avec son utilisation dans les produits agroalimentaires où il est notamment utilisé comme produit de substitution « bon marché » au beurre de cacao.

Pour faciliter la commercialisation internationale du beurre de karité et permettre aux femmes d'accroître leur productivité, plusieurs organismes d'aide bilatérale et multilatérale ont mis en œuvre des projets « femmes et karité ». Selon leur stratégie, « aider les femmes productrices à s'établir sur les marchés mondiaux du beurre de karité est un moyen d'assurer et de renforcer leur sécurité économique » (propos de la directrice de l'UNIFEM recueilli dans Harsch, 2001). Plus d'une quinzaine d'institutions de développement appuient aujourd'hui l'activité de production du karité dans les sept unions de groupements présentes au Burkina Faso (Konseiga, Saussey, 2005). Les projets qu'elles mettent en œuvre revendiquent sensiblement les mêmes objectifs : d'une part, une amélioration des technologies⁸ d'extraction et de fabrication de beurre en vue de répondre aux exigences de marchés internationaux et d'autre part, un changement global des relations de genre passant par l'accroissement du pouvoir économique des femmes.

Celles-ci sont donc encouragées à « participer » au développement en adhérant à de nouveaux cadres réglementaires et techniques. C'est pourquoi leur organisation en groupements ou fédérations de groupements est une condition *sine qua non* à l'octroi d'un

⁵ 90 % sont achetées par Aarhus, Loders Croklaan, Karlshams dont les principaux clients sont Ferrero, Cadbury, Mars, Nestlé.

⁶ A l'heure actuelle, le karité ne fait pas l'objet de cotation sur le marché international ce qui pourrait être une des raisons pour lesquelles les chiffres ne sont pas fiables et difficilement exploitables. Les relevés statistiques disponibles font donc état d'une grande volatilité pour le commerce du karité, il faut donc les apprécier avec réserve.

⁷ En effet, les industries cosmétiques consommeraient entre 2 000 et 8 000 tonnes de beurre par an (Masters, Yidana et Lovett, 2004 : 47) tandis que les volumes d'exportation du beurre de karité au Burkina Faso sont restés constants sur la période 1999-2002 avec une moyenne annuelle de 215 tonnes.

⁸ L'emploi du terme « technologique » pour qualifier un ensemble de techniques est impropre selon les spécialistes de l'étude des techniques. La technologie est au sens propre l'étude des techniques (Sigaut, 1985). Le sens de ce mot tel qu'il est employé dans le milieu du développement est dérivé du mot « technology » et fait référence à des ensembles techniques sophistiqués directement issus des pays industrialisés. Ce sens sera conservé ici et sera donc un quasi-équivalent du terme « technique », avec une connotation moderniste en plus.

soutien financier. Pour améliorer la production des femmes en qualité et en quantité et répondre aux exigences de qualité standard, les bailleurs de fonds ont aussi décidé de donner, ou plutôt de vendre, de nouvelles technologies (presses motorisées, concasseuses, baratteuses, etc.). Ces équipements sont présentés comme incontournables pour que les femmes « rattrapent leur retard » et accèdent à la « modernité » des standards de production ou de qualité attendus des marchés internationaux.

II. Les nouvelles figures du collectif : femmes *leader* et expertes en promotion féminine

Si quelques groupements se sont constitués rapidement pour pouvoir bénéficier des différents soutiens financiers et techniques mis à disposition par les institutions de développement et les bailleurs de fonds, la plupart des femmes engagées dans les groupements étaient jusque là organisées dans des groupes d'entraide de travail ou de tontine qui ont vu se succéder plusieurs générations de femmes souvent d'un même lignage, parfois d'un même quartier. Les groupements de production n'engagent pas une catégorie homogène de femmes mais sont traversés par des identités liées au statut social et économique (âge, rang d'épouse, position du mari dans le lignage, nombre et sexe des enfants, etc.). Cependant les cadres règlementaires établis dans ces collectifs se basent sur le principe d'une adhésion libre et volontaire de l'individu. C'est ainsi qu'épouses, co-épouses, filles, tantes, nièces pourront être amenées à travailler avec des femmes que la « tradition » n'aurait pas permis de se regrouper. En s'engageant dans ces collectifs, les productrices s'affranchissent alors de ces normes et règles sociales établies par les sociétés locales burkinabè et négocient de nouvelles formes de coopération féminine en dehors de la « tradition ».

Si la constitution d'un bureau (comprenant 6 à 12 membres élus suivant leurs qualités personnelles et leurs compétences) constitue une nouveauté pour les productrices, les postes clés de présidentes et de trésorières restent aux mains des aînées et de femmes proches d'hommes occupant des positions importantes dans le quartier ou dans le village⁹. Ainsi dans le cadre des projets de valorisation du beurre de karité soutenus par les différentes institutions de développement, deux types de figures féminines issues du champ politique du développement et du champ culturel des sociétés locales émergent : les femmes *leader* et les « expertes » en promotion féminine.

⁹ Toutefois dans certains cas, la persistance de cet ordre social fortement hiérarchisé ne doit pas sous-estimer l'influence personnelle de certaines femmes qui parviennent aussi à acquérir des positions de pouvoir.

Elles ont en commun de posséder un fort charisme et un important dynamisme. Elles sont diplômées et de conditions économiques assez élevées. Leur personnalité, leur aisance et aussi leurs compétences rhétoriques, c'est-à-dire leur capacité à s'exprimer dans un langage approprié aux attentes des institutions de développement et des bailleurs de fonds ont souvent pour effet de « rassurer » les responsables des projets. La proximité « culturelle » et linguistique sont des qualités qui réduisent considérablement les craintes des responsables des projets (liées à la compréhension, la confiance, etc.), certains avouent même parfois se sentir « proche » de ces figures féminines.

Au contraire, la légitimation de la position d'autorité et/ou de médiation de ces femmes auprès des productrices passe davantage par le rappel de leur village d'origine et la revendication d'un savoir-faire ancien dans la production du beurre de karité. La proximité de ces figures féminines avec les projets de développement les associent à l'univers des ONG et à l'imaginaire qui s'est développé autour, en rapport étroit avec les « Blancs ». Les présidentes et les expertes consolident ainsi leurs positions de domination, incarnant elles aussi l'argent et le savoir. Enfin, la position d'autorité de ces nouvelles figures féminines constitue aussi une transgression des normes de genre, le pouvoir et son exercice dans l'espace public étant généralement des attributs masculins.

Les expertes en promotion féminine sont recrutées par les projets de développement, elles sont chargées de sensibiliser et de former les femmes des groupements de production. Elles assument une fonction importante et officielle de médiation. Elles sont ainsi à l'interface entre les productrices et les bailleurs de fonds, c'est « en grande partie à leur niveau et par leur intermédiaire que le monde des « développés » et celui des « développeurs » entrent en interaction » (Olivier de Sardan, 1995 : 154). Ces femmes possèdent une compétence technique certaine mais c'est souvent pour leurs fines connaissances des règles et normes sociales des « populations cibles » qu'elles sont appréciées et sollicitées par les bailleurs de fonds. S'il arrive que les expertes en promotion féminine ne maîtrisent pas toujours les langues locales des différentes zones de leurs interventions, elles en parlent souvent au moins deux ou trois¹⁰. Elles ont un rôle d'évaluation, de suivi des projets et leur expertise peut fortement influencer la poursuite ou l'arrêt de l'intervention de développement. Enfin, grâce à leurs nombreux déplacements dans les conférences internationales, elles ont pu se familiariser

¹⁰ Cette situation contraste fortement avec les responsables des projets installés parfois depuis plusieurs années dans le pays et ne connaissant que quelques rudiments des langues des bénéficiaires...

avec le vocabulaire standard des organisations de développement occidentales en matière de « genre » notamment. Les expertes en promotion féminine intègrent et véhiculent alors le discours « d'un féminisme mondial » tout en se présentant comme des « porte-parole de la modernité sur les femmes » (Piriaux, 2000 : 38). Cette incarnation de la « modernité » et d'une solidarité féminine, mise en avant par les expertes en « promotion féminine » aussi bien auprès des bailleurs de fonds que des productrices, participe à la consolidation de leur position d'autorité et de médiation mais dévoile aussi une certaine « mise en scène et une instrumentalisation des liens associatifs comme reflets d'une condition féminine partagée par toutes » (Humarau, : 94). Cette apparente unanimité ne doit pas masquer les différenciations et les hiérarchies entre productrices mais aussi entre expertes et productrices qui sont loin de tirer les mêmes bénéfices que leurs leaders notamment financiers¹¹. Ainsi comme le souligne Awa une productrice de l'Afd / Buayaba, « *finalement les projets karité servent plus à faire gagner de l'argent aux expertes des ONG qu'à nous les productrices de beurre de karité. Ça fait 10 ans que l'on est assise ici, et on n'a toujours pas de marchés... »*

La deuxième figure féminine émergente est celle de la femme *leader*. En effet, les présidentes situées à la tête des unions et /ou des groupements sont aujourd'hui devenues de véritables actrices de référence dans la filière karité grâce à la médiatisation faite par les projets de développement. En retour, ces derniers exigent que les présidentes se montrent convaincantes auprès de leurs adhérentes. Le pouvoir, exercé par les femmes *leader* dans les fédérations et groupements de production féminine, peut être analysé ici à partir de la dialectique du sacrifice et de la dette, du don et du contre don (Nadal, 2000). Ces logiques s'affirment au moment de la fondation des groupements car les démarches administratives, longues et incertaines, représentent un coût élevé en temps et en argent. Le dévouement prend alors la forme d'un don de soi, la dette n'en est que plus importante puisqu'elle devient symbolique. Ce « sacrifice » pour fonder le collectif attribue du prestige à la présidente. En occupant ce poste de responsabilité, les femmes *leader* pensent qu'elles répondent à une vocation, celle d'« éveiller les femmes ». Elles en exigent en retour obéissance et soumission. Dans ce contexte où la soumission est la seule manière pour les productrices d'honorer la dette qu'elles ont envers la fondatrice du groupement, l'alternance du pouvoir - telle que

¹¹ Il est très fréquent que les expertes soient étroitement impliquées dans des pratiques de corruption et de clientélisme, leurs fonctions centrées sur la médiation en font des actrices éminentes « de l'économie morale de la corruption » (Blundo et Olivier de Sardan, 2003)

prescrite dans les règlements et statuts du groupement – ne fait plus sens. Dès lors, les présidentes exercent un pouvoir absolu.

Le sacrifice est davantage associé à l'image de la mère - image conforme à la définition du genre féminin. En étant ainsi dévouées aux membres du groupement, les *leader* effacent leur « inconduite » liée à l'accession à un poste d'autorité et de pouvoir¹² normalement attribué aux hommes. Cette image est également associée à celle de la mère « protectrice » et « nourricière » car un « *leader* qui n'assume pas ses devoirs de protection ou de redistribution suscite la méfiance ... La réussite et l'accumulation individuelles ne sont considérées comme légitimes dans l'imaginaire collectif que si les bénéfices, au moins en partie, sont redistribués, qu'elle qu'en soit la forme (...). Munificence et générosité permettent de raffermir l'autorité » (Guérin, 2003 : 193). La reconnaissance de la position des femmes *leader* passe donc aussi par leur capacité à drainer des flux monétaires importants provenant de l'aide au développement. Elles ont un contrôle plus ou moins étendu et plus ou moins direct des modes d'affectation ou de redistribution de ces ressources mais d'une manière générale une part importante est affectée au village d'origine de la présidente.

Ces différents registres symboliques mobilisés par les femmes présidentes participent à la construction d'une image de « déesse ». Le discours énoncé le 8 mars 2005 (journée des femmes) par un membre du bureau de l'Afd / Buayaba témoigne de cette incarnation de la présidente : tout en constituant « une vitrine mirobolante pour les femmes éprises d'émancipation », elle se présente comme « trouvaille certaine des divinités pour le Burkina Faso » (Guimbou, 2005).

Le double discours de « victimisation » de l'ensemble des femmes engagées dans les groupements et d'incarnation de la « modernité » sur les autres femmes, a plutôt pour effet une autopromotion efficace des femmes *leader* et des expertes (De Lame, 2000). Par ailleurs, la position d'autorité de ces nouvelles figures féminines renforce les hiérarchies entre les femmes et s'avère également déterminante dans le processus de changement technique.

III. Innovations et changements techniques : pertes et profits pour les femmes

La première phase du transfert des presses commence dans les années 80 avec le « projet Karité » lancé par l'organisation néerlandaise de développement SNV (Service

¹² Il est toutefois important de souligner que les époux des présidentes peuvent avoir une forte influence sur les décisions prises.

néerlandais des volontaires) en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture burkinabè. Ce projet fait suite à la première décennie des femmes (1975-1985) et s'inscrit dans l'approche « Intégration des femmes au développement » ; ses objectifs sont d'« augmenter les revenus et d'alléger les tâches des femmes rurales à partir du karité, de stimuler leur autopromotion et de mieux utiliser les ressources nationales ». La solution préconisée est donc la « mise en place de technologies améliorées et l'organisation des femmes rurales dans des structures efficaces » (SNV, 1992 : 7). Les premières presses à karité vont alors être installées et expérimentées dans les villages pour les groupements féminins. Cette première phase du transfert se solde très vite par un échec suite au détournement de l'usage initial des presses, ces dernières étant fabriquées à l'origine pour extraire des huiles à partir d'autres noix plus tendres que le karité (neem *Azadirachta indica*, acacia *Acacia albida*, coco *Cocos nucifera*, etc.).

La deuxième phase du transfert des presses aux femmes commence en 1994, avec le discours du Président Blaise Compaoré dans lequel la promotion des femmes est présentée comme une des six priorités du gouvernement. Dans le cadre de ces engagements, le processus de transfert des presses mécaniques devient une entreprise politique et économique à grande échelle (Compaoré, 2000). Les attentes devant cette innovation technologique sont nombreuses : la modernisation de la production du beurre doit accroître les volumes d'amandes transformées, la productivité du travail féminin et permettre l'exportation de produits semi-transformés. L'augmentation de la production du beurre de karité doit à son tour limiter les importations d'huiles alimentaires et améliorer la balance commerciale nationale par l'apport de devises fortes, le karité étant le troisième produit d'exportation.

Lors de nos enquêtes, la plupart des femmes disent avoir été convaincues par leurs présidentes ou par les expertes en promotion féminine des avantages du changement technologique. Ces dernières que l'on peut qualifier de « courtières en développement » (Olivier de Sardan, Bierschenk, 1993) ont eu un rôle central dans le choix de la technologie.

Comme le précise Pascaline, productrice du groupement Kiswensida : « *au début nous avons pensé que les Blancs voulaient nous faire un cadeau. Nous avons accepté. Nous avons entendu que d'autres femmes avaient des presses, nous on pensait que les presses c'était bien, que ça allait nous soulager* ». En effet, les *leader* et les expertes présentent aux autres membres les objets techniques comme une aide, un don de la part des bailleurs de fonds au lieu d'expliquer qu'il s'agit d'un équipement que les femmes doivent rembourser sur un court

terme, parfois avec intérêt. Or mettre en avant le transfert de presse comme une aide désintéressée n'est pas sans conséquence sur la réaction et le comportement des femmes qui, selon les normes sociales établies au Burkina Faso, ne peuvent refuser un cadeau pour ne pas manquer de respect à celui qui donne. Car accepter un cadeau est une marque de considération et de reconnaissance sociale pour la personne qui le donne.

Les femmes sont donc de cette manière prédisposées à adhérer aux nouvelles pratiques promues par les projets présentées ici comme des aides efficaces pour résoudre leurs problèmes économiques et sociaux. Une responsable d'un autre groupement de Ouagadougou tempère ces propos : *« souvent les femmes disent que c'est bien parce que c'est un cadeau, elles ne connaissent pas la presse, elles n'ont jamais travaillé avec cet outil. Souvent elles ne demandent la presse que pour imiter les autres femmes qui l'ont déjà et surtout pour se vanter de posséder un outil de Blanc. C'est juste pour des motifs de fierté et de prestige social qu'un groupement féminin demande une presse »*.

Par ailleurs, les projets sont souvent traduits en langues locales avec des termes favorisant l'intérêt et l'adhésion des productrices et évitant l'opposition de leurs époux. Ainsi, le mot « presse », comme d'ailleurs aussi les mots « concasseuse », « baratteuse », etc., est traduit par le mot « machine » sans précision sur le type ni sur le mode de fonctionnement. Nestorine Compaoré évoque le « potentiel mystificateur » du mot « machine » qui est utilisé dans les langues locales, « entretenant un quiproquo favorable au rejet des techniques jugées rudimentaires au profit d'une nouvelle technologie méconnue mais désirée de tous » (Compaoré, 2000 : 182).

Pour favoriser l'adhésion des femmes au transfert des presses, les projets de développement utilisent aussi une autre stratégie en attribuant des crédits et subventions pour l'acquisition des équipements. Cette assistance financière renforce la fausse image du don et de l'aide altruiste qui caractérise le transfert des presses. Le prix des presses manuelles varie entre 1 042 000 F (1 588 euros) et 2 300 000 Fcfa (3 500 euros) tandis que les presses motorisées coûtent 8 000 000 Fcfa (12 200 euros). Ces sommes sont considérables par rapport aux faibles moyens économiques des femmes aussi bien dans les groupements qu'au niveau individuel. Les crédits et les subventions accordés sont soumis à un échéancier de remboursement variable selon les projets et pouvant aller de 3 à 5 années. Dans le cas du Projet National Karité par exemple, les crédits sont uniquement octroyés à condition que tous les membres au groupement adhèrent au principe de caution solidaire pour le remboursement.

Dans ce cas, tous les risques du crédit incombent aux membres des groupements féminins mais pas aux responsables du transfert (présidentes ou expertes).

Par ailleurs, l'exploitation des presses requiert un fonds de roulement important. Pour cela les femmes doivent constituer des stocks importants d'amandes pendant la période de maturation où les amandes sont disponibles en grande quantité à un prix peu élevé. Cependant si les femmes ont toujours accès librement aux fruits des arbres à karité situés dans la brousse, ceux situés dans les champs familiaux sont de plus en plus contrôlés. Avec l'introduction des produits du karité dans l'économie mondiale ainsi qu'avec les campagnes de sensibilisation sur leur valeur marchande, les hommes revendiquent désormais la propriété des fruits ramassés sur ces champs en se basant sur leurs droits à la propriété de la terre. Les amandes sont alors partagées entre les hommes et les femmes (les tâches de ramassage et de traitement des noix incombant toujours aux femmes). Pourtant l'accès et le contrôle des amandes dans les circuits féminins sont décisifs pour garantir qualité et prix de la matière première. Or la période de cueillette correspond à la période de soudure où, les greniers à mil vides, les femmes revendent leurs amandes à des collecteurs qui sillonnent les marchés villageois. Les hommes s'accaparent de plus en plus cette ressource marchande très lucrative (95% des produits du karité sont exportés sous forme d'amandes pour l'industrie agroalimentaire). Les activités de collecte et de stockage, de transports et d'exportation sont désormais contrôlées par des hommes qui ont une plus grande connaissance des procédures d'exportation et des règles du marché international ainsi que des réseaux bien établis depuis des décennies¹³. Face à cette concurrence masculine, les femmes ont de plus en plus de difficultés à conserver de grandes quantités d'amandes dans leurs réseaux, elles doivent alors s'approvisionner auprès des commerçants. Beaucoup de groupements sont dès lors confrontés au manque de ressource financière pour acquérir des stocks de matière première et les soutiens additionnels pour permettre aux femmes d'acheter des amandes sont rares. Dans ces conditions, il est difficile pour les productrices d'exploiter et de rentabiliser ce type d'équipement acquis pourtant à coût élevé.

L'accès à une nouvelle technologie oblige ainsi les femmes à changer leur organisation de la production. Si l'activité de transformation du beurre est « traditionnellement » liée à un travail individuel au sein des espaces domestiques pour

¹³ Nous faisons référence ici aux monopoles masculins, depuis la colonisation, sur les flux et le commerce international de cultures d'exportation, dont le karité est un des produits.

répondre aux besoins familiaux, elle prend la forme d'un travail collectif et obligatoire hors du domicile du fait des modalités de financement imposées par les institutions de développement et des exigences du marché international (Saussey, Moity-Maizi, Muchnik, 2006). La rémunération des femmes est variable selon la saison, les dépenses collectives du groupement, etc. Elles ne participent plus à l'ensemble du processus de fabrication et sont payées à la tâche sur une base journalière (750 Fcfa/tine¹⁴/jour soit 1,15 euros/jour), chaque groupe de femmes (10 à 15) suit un roulement hebdomadaire. En un mois, une productrice peut percevoir entre 5000 Fcfa (7,65 euros) et 10 000 Fcfa (15,2 euros) mais étant donné le nombre de commandes souvent peu élevé, les femmes ne gagnent cette somme que deux ou trois fois par an. Elles perdent ainsi leur autonomie de décision sur la fixation des prix de vente du beurre et sur la redistribution des bénéfices générés par l'activité qui sont en fait contrôlés par la responsable du groupement et rarement décidés collectivement. Par ailleurs, il arrive souvent que le paiement journalier ne soit pas effectué, les femmes devant attendre que le règlement des commandes de beurre ait été versé au groupement (ce qui peut prendre parfois plusieurs mois).

L'accès des femmes à une activité hors du domicile s'accompagne aussi le plus souvent d'une surcharge de travail, parfois d'une participation croissante au budget familial et pas d'un partage des tâches ou d'une redistribution des rôles selon le genre dans la famille. Lorsque les femmes obtiennent des revenus, elles les utilisent pour leur famille sans que leur statut s'en trouve changé. Les productrices doivent alors solliciter leurs filles pour pouvoir travailler elles-mêmes. Cette contradiction dont beaucoup de femmes sont prisonnières ne fait que répondre aux normes sociales établies et l'on sait pourtant combien la scolarisation des filles serait porteuse de changement (Bisilliat, 1992).

Enfin, si la presse permet de produire de grandes quantités de beurre en peu de temps, les femmes affirment toutes que « *la main produit plus que la machine* ». En effet, le taux d'extraction de la presse motorisée reste moins élevé (28%) que celui obtenu par la méthode artisanale (30 à 32 %). La qualité diffère aussi, si bien que certains acheteurs préfèrent un beurre qui ne soit pas extrait par pressage. Les productrices sont également confrontées aux pannes fréquentes, au coût élevé des réparations, aux difficultés de manipulation (presses mécaniques), au bruit de la machine couvrant toute parole (presses motorisées)... A toutes ces

¹⁴ Une tine équivaut environ à 20 kg

incertitudes et contraintes s'ajoute la crainte d'une véritable récupération de leur activité par les hommes qui, déjà, ont le contrôle des étapes les plus lucratives de la chaîne de production. De nombreuses expériences ont montré que lorsqu'une innovation technologique rend la pratique plus aisée d'une activité, les hommes ont tendance à s'en emparer et à la contrôler totalement.

Conclusion

Ainsi contrairement aux objectifs des projets de développement qui sont de procurer des revenus aux femmes et de contribuer à leur indépendance économique pour permettre une égalité dans les relations de genre, l'adoption des presses favorise leur endettement et leur dépendance économique vis-à-vis d'une diversité d'acteurs et d'institutions : projets de développement, commerçants d'amandes, collectifs de garantie financière, femmes *leaders* de groupements...autant d'acteurs qui pourtant se présentent comme des intermédiaires indispensables pour l'accès aux nouveaux marchés internationaux. Ces projets constituent donc des opportunités pour ces nouveaux acteurs émergeant dans la chaîne de production qui déploient des stratégies spécifiques, jouant sur les registres normatifs locaux, pour s'emparer de nouvelles ressources ou promouvoir leurs propres intérêts au détriment de ceux des productrices originellement visées. Ces initiatives économiques ne libèrent pas les femmes des inégalités de genre, elles les asservissent à de nouvelles formes de domination qui débordent le cadre des rapports sociaux de sexe. Dans ce cadre, les femmes apparaissent alors comme un nouvel « instrument » (politique, économique, symbolique) de légitimation des interventions de développement et restent cantonnées à leur statut de « bénéficiaires » dont l'identité n'est jamais réellement déclinée, sans pouvoir devenir actrices à part entière de leurs engagements et plus largement du développement.

Bibliographie

BANQUE MONDIALE, 1994. *Rapport annuel*, Washington

BISILLIAT J., 1992. « Introduction » dans : Bisilliat J., *Relations de genre et développement*, Orstom Editions, Paris : 11-23

BLUNDO G., OLIVIER DE SARDAN J-P., 2003. *La corruption au quotidien en Afrique de l'Ouest*, Working Paper n°17, Université de Mainz

BOP C., 1997. « Après Pékin, quelle coopération internationale en Afrique » dans : *Politique Africaine*, n°65 : 48-61

BOSERUP E., 1970. *Women's Role in Economic Development*, Allen et Uwin, Londres

COMPAORE N., 2000. *Femmes, développement et transfert de technologies. Le cas des presses à karité au Burkina Faso*, Thèse de doctorat, Université de Montréal

DE LAME D., 2000. « Etudes de genre et développement, de l'archétype à la polyphonie » dans : *Bulletin de l'APAD*, n°20 : 1-12

GUIMBOU L., 2005. Récital en l'honneur de la présidente émérite de l'Association Afd/Buayaba, document interne

GUERIN I., 2003. *Femmes et économie solidaire*, La Découverte, Paris

HARSCH E., 2001. *Un commerce qui aide les femmes pauvres*, Afrique Relance, vol 15#4, décembre

HUMARAU B., 1997. « Grand commerce féminin, hiérarchies et solidarité en Afrique de l'Ouest » dans : *Politique Africaine*, n°67, Karthala, Paris : 89-102

KONSEIGA S., SAUSSEY M., 2005. *Etat des lieux des actions menées dans la filière karité au Burkina Faso*, IRSAT / DTA / CNRST, Ouagadougou

MASTERS, E.T., YIDANA, J. A. et LOVETT, P. N. (2004). « Rendre la gestion plus rationnelle grâce au commerce : les produits du karité en Afrique » dans : *Revue internationale des forêts et des industries forestières*, FAO, vol. 55, n° 219, pp 46-52

MIES M., 1986. *Patriarchy and Accumulation on a World Scale*, Zed Books Ltd, Third World Books, New Jersey

NADAL M-J., 2000. « Les présidentes des coopératives féminines du Yucatan » dans : *Revue Tiers monde*, T. XLI, n°164 : 865-884

OLIVIER DE SARDAN J-P., BIERSCHEK T., 1993. « Les courtiers locaux du développement » dans : *Bulletin de l'APAD*, n° 5 : 71-76

OLIVIER DE SARDAN J-P., 1995. *Anthropologie et développement*, Karthala, Paris

OUEDRAOGO G., 1995. *Discours du Burkina Faso devant la quatrième conférence mondiale sur les femmes*, Beijing,

PIRAUX J., 2000. « Groupements de femmes rurales au Sénégal » dans : *Bulletin de l'APAD*, n°20 : 37-57

PIRON F., 1989. *Techniques, développement et rapports femmes-hommes au Sahel*, Centre Sahel, Notes et travaux n°8, Québec

RANTRUA S., 2004. « Un marché, une concentration d'acteur » dans : *Marchés Tropicaux*, 9 avril : 792-794

ROBERTS P., 2001. « L'accès des femmes à la main d'œuvre en Afrique de l'Ouest » dans : Bisilliat J. et Verschuur C. (dir.), *Genre et économie : un premier éclairage*, [1988], Cahiers Genre et Développement, n°2, Afed-Efi, L'Harmattan, Paris : 195-213

ROSTROW W.W., 1963. *Les étapes de la croissance économique*, [*The Stages of Economic Growth. A Non-communist Manifesto*, 1960], Le Seuil, Paris

SAUSSEY M., MOITY-MAIZI P., MUCHNIK J., 2006. « La production de beurre de karité au Burkina Faso : une économie féminine enchâssée » dans : *Actes du colloque international Alter*, Syal, Baeza, 32p.

SIGAUT F., 1985. « Ethnoscience et technologie : les tâches de la technologie » dans : *Techniques et culture*, n°5 : 1-18

SNV, 1992. *Projet Karité / Femmes et technologie*, Rapport du séminaire